

# En Ile-de-France, les islamistes conduisent nos bus et assurent notre sécurité

written by Marcher sur des oeufs | 26 janvier 2017



16000 radicalisés en France, plus de 4000 dangereux en Ile de France au contact du public... et ils ne font rien

En Ile-de-France, les islamistes conduisent nos bus et assurent notre sécurité

**Communiqué de Wallerand de Saint Just, Président du groupe FNIDFBleuMarine au conseil Régional d'Ile-de-France, et de Jean-Lin Lacapelle, conseiller Régional, membre de la commission sécurité**

**LE FAIT DU JOUR.** Un fichier recense entre 15 000 et 16 000 radicalisés en France. Plus de 4 000 d'entre eux vivent en Ile-de-France et sont surveillés par les services.

Ce sont des données confidentielles, conservées sous le sceau du secret, et qui permettent depuis peu d'établir une carte précise de la radicalisation en France. Entre 15 000 et 16 000 hommes, femmes et mineurs, sont aujourd'hui enregistrés au sein du fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT). Une précieuse base de données nationale, créée au mois de mars 2015 par un décret non rendu public, et qui recense les islamistes radicaux français

ou résidents sur le territoire.

Au mois de novembre dernier, 5 325 « radicalisés » domiciliés à Paris ou dans les sept autres départements franciliens figuraient dans ce fichier : 4 030 d'entre eux font l'objet d'un suivi plus soutenu. Un chiffre considéré comme « stable » et qui ne semble plus devoir évoluer. Ces personnes ont été identifiées, notamment après l'exploitation des appels téléphoniques adressés par des particuliers à la plateforme de signalement du Centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR).

Les informations de terrain collectées au sein des états-majors de sécurité (EMS) mis en place dans chaque département et les données opérationnelles fournies par les services en charge de la lutte antiterroristes, tels que la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), le Service central de renseignement territorial (SCRT), la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) et du renseignement parisien (DRPP), ont permis de « cibler » les profils les plus inquiétants.

« Ces personnes ont été inscrites dans ce fichier après une évaluation réalisée par un groupe départemental, regroupant tous les services de police et de renseignement et présidé par les préfets de zones de défense ou de départements, détaille un haut fonctionnaire. Ce groupe se réunit toutes les semaines ou tous les quinze jours afin de se prononcer sur chaque nouveau cas détecté et faire le point sur ceux déjà enregistrés. »

## **Le fichier recense également huit métiers dits à « risque »**

Cette évaluation est, notamment, réalisée en tenant compte des indicateurs de basculement dans la radicalisation tels qu'un comportement de rupture avec l'environnement familial, un changement d'apparence physique ou vestimentaire ou une pratique religieuse hyper ritualisée.

Par ailleurs, en fonction de la « dangerosité » des personnes figurant dans ce fichier, il est décidé d'un suivi spécifique. « Sur les 15 000 à 16 000 radicalisés au niveau national, entre 3 000 et 4 000 sont considérés comme les plus dangereux et sont suivis spécifiquement par la DGSI, poursuit la même source. 11 500 font l'objet

d'une prise en compte par le renseignement territorial et les 500 restant sont mis en veille, car considérés comme n'étant plus dangereux. » En Ile-de-France, sur les 5 325 inscrits, 4 030 font l'objet d'une prise en compte active par les services antiterroristes.

Ce même fichier recense également huit métiers dits à « risque » pour lesquels les radicalisés ainsi recensés sont soit employés sur des « sites sensibles » ou au contact d'un large public.

En Ile-de-France, au regard de la densité du maillage du réseau des transports en commun, c'est dans ce secteur d'activité que le nombre de personnes inscrites au FSPRT est le plus important. Juste derrière arrivent les métiers de la sécurité privée puis, dans une moindre mesure, les administrations publiques, comme la santé et l'éducation.

<http://www.frontnational.com/2017/01/en-ile-de-france-les-islamistes-conduisent-no-s-bus-et-assurent-notre-securite/>